

CIBLE

Quartiers

L'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) note dans son rapport annuel que 33,1 % des habitants de ces Zones vivaient en 2007 sous le seuil de pauvreté.

La situation s'est fortement aggravée puisque, en 2006, cette population pauvre représentait 30,5 % des habitants de ces zones. Plus inquiétant encore : près d'un jeune de moins de 18 ans sur deux (44,3 %) subit la pauvreté, souvent faute de trouver du travail.

Ces chiffres accablants appellent deux conclusions :

Il faut cesser de fuir la réalité sociale en évoquant les quartiers « sensibles » ou « difficiles » : il faut parler de nos *quartiers pauvres*, où survit un tiers du prolétariat urbain. Toutes les incitations aux conflits « ethniques » et religieux, sous prétexte de débat sur l'identité nationale, se heurteront à cet état de fait.

Il faut reconnaître, enfin, que l'intégration de ce prolétariat se fera ou se parachèvera lorsqu'une politique économique cohérente assurera, dans les quartiers pauvres comme partout ailleurs, le plein emploi et des salaires en rapport avec le travail effectué.

ENTRETIEN

Un Prince français

Europe

La crise syldave

p. 2

Histoire

Célébrer la nation

p. 8

La crise syldave

Partisans depuis toujours de l'intégration de la Syldavie à l'Union européenne, nous avons chargé le colonel Sponz d'enquêter sur les manœuvres dilatoires qui visent à briser les espérances justifiées de nos amis syldaves.

Jean Quatremer, éminent spécialiste des Affaires européennes, ne s'y était pas trompé : « [...] La demande d'adhésion de la Syldavie sera un test pour le fonctionnement des institutions désormais gravées dans le marbre du traité de Lisbonne ». (Libération, 31 novembre, page 5, en bas, à droite).

Les premières déclarations officielles incitaient en effet à l'optimisme : « un brave petit pays qui a fichu la pâtée aux Turcs, y peut v'nir avec nous-z-ôtres » avait déclaré Nicolas Sarkozy lors d'une visite à Disneyland. Mais un flocon de barbe à papa avait rendu illisible le paragraphe de sa fiche rappelant que le souvenir de la bataille de Zileheroum (aujourd'hui Klow, la Ville Reconnue) n'empêchait les diplomates turcs et syldaves de travailler main dans la main à la paix dans les Balkans. Pour couvrir le silence de la chancelière

allemande, fidèle à la ligne pro-bordure de son pays, Bernard Kouchner renchérit : « nous sommes prêts à partager avec nos amis syldaves le ouïghour de l'amitié » déclara-t-il en confondant une fois de plus le malheureux peuple turcique soumis au joug chinois et les fameux yoghourts dont l'origine bulgare n'est contestée que par les extrémistes du Z.Z.R.K. (Zyldav Zentral Revolutzionär Komitzät).

Des micros posés dans divers bureaux bruxellois m'ont permis de saisir des propos très révélateurs de la confusion qui règne dans ces lieux. Dès que la demande syldave fut connue, la baronne Ashton de Upholland, Haute représentante pour les affaires étrangères de l'Union, annonça qu'elle s'envolait immédiatement pour Klow. Aimablement, Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, lui fit savoir qu'il fallait attendre la prochaine réunion des chefs d'État et de

gouvernement pour « décider de l'opportunité d'une initiative verbale aux termes de laquelle des éléments de réponse pourraient être apportés à la sympathique démarche de nos amis moldaves » (1).

Cette prudence convenait à José-Manuel Barroso. Le président de la Commission européenne déclara en privé que ses services envisageaient quatre options : *Oui. Non. Peut-être. Sais-t-on jamais ?* Puis il forma une Commission exploratoire au sein de laquelle siège en permanence un Comité de suivi en charge d'un rapport annuel qui sera établi à la suite de la mission exploratoire que le président de la Commission a envoyé à Klow par chemin de fer sans alerter la baronne Ashton, pourtant vice-présidente de la Commission - ni le président Van Rompuy. Je suis en mesure de vous révéler que la mission exploratoire est partie de Bruxelles-Midi sans carte

de la péninsule balkanique et sans avoir pris connaissance de la publication à Paris de l'ouvrage de référence sur la Syldavie (2).

Mon homologue syldave m'a averti que Jean-Claude Trichet était farouchement hostile à la Syldavie : un agent d'influence bordure l'a informé que Jacques Sapir, qui se rend régulièrement à Klow, est très écouté par les ministres de l'Économie et des Finances ; de plus, Emmanuel Todd se moque ouvertement de la Banque centrale européenne dans les restaurants de Klow, où il partage avec des universitaires et des royalistes de gauche le szlaszek aux champignons accompagné de rasades de szprädj. Une opération de déstabilisation monétaire pourrait être tentée par la BCE le 31 décembre, en liaison avec plusieurs intellocrates parisiens qui fulmineront le même jour une condamnation de la Syldavie, « prison des peuples » et « espace de non-droit », « livré aux anciens du KGB ».

Aux dernières nouvelles, le peuple syldave resté fidèle à la devise nationale « Eih bennek, eih blavek » (Qui s'y frotte s'y pique !) a envahi les avenues de la capitale pour y faire résonner les paroles de l'hymne patriotique : « Syldave, réjouis-toi !! Ce roi est notre roi / Son sceptre en fait foi. »

Colonel SPONZ

(1) Seule Françoise Germain-Robin, dans *L'Humanité*, releva l'erreur.

(2) Nous rendrons compte dans un prochain numéro du livre de Jacques Hiron, « *Carnets de Syldavie* », Éditions Mosquito, 2009, prix franco : 17 €.

 Achat immédiat

royaliste
BREVETÉ - DÉPOSÉ - MARQUE DÉPOSÉE

SOMMAIRE : p.2 : La crise syldave - p.3 : Ça bafouille et ça cafouille - Les minarets de la peur - p.4 : Kosovo - Une réforme bâclée - p.5 : Climat de guerre - p.6/7 : Un prince français - p.8 : Rien - Bamboches patriotiques... - p.9 : Le défi de Benny Lévy - p.10 : La loi, le roi - Les écrivains et la politique - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Non à la guerre d'Obama !

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Ça bafouille et ça cafouille

Ces temps-ci, bafouillage et cafouillage sont les seuls aspects visibles de la communication élyséenne. Qu'il s'agisse de la grippe A ou de l'identité nationale, Nicolas Sarkozy ne parvient plus à contrôler les effets de ses discours.

Sur la grippe A, le travail des *communicants* fut, comme on dit dans ce milieu, globalement contre-productif. Le gouvernement, qui vit dans le souvenir terrifiant de l'affaire du sang contaminé et de la canicule de 2003, a voulu se couvrir et diffuser une information tellement dramatisée que beaucoup de Français n'y ont pas cru. Sans doute, bien des sornettes circulent sur le virus H1 N1 mais les médecins sont eux-mêmes divisés sur la vaccination et l'arrivée de la grippe n'a rien clarifié. La prétendue *société de la transparence* et de la *communication* révèle à cette occasion son caractère illusoire : une simple campagne de vaccination se traduit par une perte de confiance envers le gouvernement et les médias.

S'agit-il de l'échec du gouvernement ? Ou bien d'une défaillance du système de communication, désormais frappé de discrédit ? Le recul nous manque encore et il faut pour l'instant se contenter d'enregistrer les deux hypothèses.

L'échec du débat sur l'*identité nationale* est au contraire à inscrire sans délai dans la partie négative du bilan communicationnel du pouvoir politique. Nicolas Sarkozy, qui croit aux sondages, a dû noter que 72 % des Français y voyaient un manœuvre politi-

que en vue des régionales. Manœuvre minable (1), visant la seule *cible* des électeurs du Front national censés voter pour ceux qui dénoncent le port de la burqa et agitent à nouveau les caricatures de l'immigré clandestin, du terroriste islamiste et du jeune de banlieue. Mais la votation suisse sur les minarets (voir ci-contre) a provoqué une agitation médiatique et politique que le gouvernement a été incapable de contrôler.

François Fillon a tenté de calmer le jeu en appelant à lutter contre l'intégrisme et non contre les musulmans – comme si l'État laïc devait et pouvait faire le tri entre les bons et les mauvais musulmans, entre les bons et les mauvais chrétiens...

Qu'il s'agisse du clivage *ethnique* dont le chef de l'UMP voudrait jouer jusqu'aux régionales – mais pas au-delà – ou des interventions dans le domaine religieux, les opérations de communication de l'Élysée augmentent la confusion. Nicolas Sarkozy a perdu la main, en matière de propagande. Or son habileté en la matière était son principal atout.

Annette DELRANCK

(1) « *Je veux du gros rouge qui tache !* » telle serait la ligne imposée par Nicolas Sarkozy à l'état-major de l'UMP. Si cette phase est véridique, quel mépris pour l'électorat que le supposé président veut conquérir !

Les minarets de la peur

Le vote a créé la stupeur dans toute l'Europe. Ridiculisant les instituts de sondages, ignorant les appels de leurs dirigeants politiques et de leurs Églises, les Suisses ont voté, à une large majorité (plus de 57 %), pour l'interdiction des minarets dans leur pays.

Il y a incontestablement une grande part d'irrationnel dans ce vote. Ce n'est pas un hasard si ce sont les cantons où la présence musulmane est la moins forte que le **oui** à l'interdiction a été le plus important. À Genève, dont la mosquée possède un minaret, c'est le **non** (c'est-à-dire l'autorisation des minarets) qui l'a emporté. En outre, pas plus qu'en France, les Suisses ne risquaient d'entendre l'appel à la prière du muezzin lancé du haut de ces tours : en Europe, cet appel est, en général, lancé à l'intérieur même de la mosquée.

Le minaret fait peur. Il fait peur d'abord pour des raisons conjoncturelles : c'est la menace permanente que l'islamisme radical fait peser sur l'Occident depuis les attentats du 11 septembre 2001. C'est aussi, surtout, la hantise de voir la religion musulmane imposer peu à peu ses interdits et sa fameuse charia. Le minaret est en fin de compte perçu comme une intrusion dans un espace marqué par la tradition chrétienne, une intrusion d'autant moins supportable que, dans la plupart des pays musulmans comme l'Arabie saoudite, la construction d'églises est interdite. Et l'on ne parlera pas de la situation des chrétiens orientaux.

Le vote suisse n'arrange personne. Il embarrasse, et le mot est faible, le gouvernement fédéral qui doit gérer une population de quelque 400 000 musulmans. Ces musulmans risquent aujourd'hui de se sentir stigmatisés, voire discriminés, ce qui ne peut manquer de gonfler les rangs de l'islamisme radical. Il faudrait aussi parler des risques du côté des investissements en provenance du Moyen Orient.

Pour notre pays en plein débat sur l'identité nationale ce vote tombe plutôt mal. Les réactions embarrassées d'un Xavier Bertrand ou d'un Bernard Kouchner en témoignent. De plus, à quelques mois des régionales, il ne manquera pas d'être exploité par le Front national.

Aujourd'hui, une digue est tombée. En votant l'interdiction des minarets, les Suisses ont lancé un triste signal. Désormais, certains propos, certaines attitudes de rejet ont trouvé, en France comme en Suisse, et partout en Europe, une sorte de légitimité nouvelle.

Non, décidément, le vote des Suisses n'est pas une bonne nouvelle.

Serge PLÉNIER

Kosovo

A la demande de la Serbie, l'Assemblée générale des Nations unies a saisi la Cour internationale de justice sur le point de savoir « si la déclaration d'indépendance du Kosovo est conforme au droit international ». Les audiences ont débuté le 1^{er} décembre et la presse française, occupée par les minarets suisses et la libération conditionnelle de son héros et martyr Roman Polanski, n'y a accordé qu'une faible attention.

Nous disposons heureusement de l'excellente analyse de Jean-Arnault Dérens, publiée par *La Libre Belgique* du 1^{er} décembre (1) : grâce à un intense travail diplomatique, la Serbie a obtenu le soutien de 77 nations (7 ont voté contre, 74 se sont abstenues) et espère que la CIJ reconnaîtra que l'indépendance du Kosovo est contraire au droit international. Une telle décision permettrait de relancer les négociations entre Belgrade et Pristina.

Cette perspective hautement souhaitable déplaît à Jacques Rupnik, spécialiste connu de l'Europe centrale. Pour lui, « les Serbes ne mesurent pas que l'on peut disposer de très bons arguments juridiques et avoir politiquement tort ». En d'autres termes, les Serbes, victimes de l'agression de l'Otan en 1999, n'ont pas droit... au droit international. Telle est en effet, à Paris, la pensée correcte – inacceptable à tous égards.

Sylvie FERNOY

(1) <http://www.lalibre.be/actu/international/article/546621/srbie-1-kosovo-0.html>

Une réforme bâclée

Le président de la République de l'UMP, ou de l'UMP de la République, je ne sais plus, a voulu à nouveau, avec la suppression de la taxe professionnelle, faire le malin.

C est sa spécialité, remarquez, à Nicolas, de faire le malin. Qu'importe les conséquences, il faut frapper l'opinion. Donc, on supprime la Taxe Professionnelle (TP) au 1^{er} janvier 2010. Ce n'est pas sot, ça. Feu François Mitterrand l'avait qualifiée de taxe imbécile. C'est vrai qu'elle l'était, idiote, cette taxation privilégiant les investissements productifs et les salaires versés. Elle fut créée en 1975 par le gouvernement Chirac et modifiée 68 fois par la suite. Nous devrions donc nous réjouir et trouver bien ce qu'il a fait. Sauf que, comme d'habitude, c'est d'abord de la poudre aux yeux.

Pas le plus petit commencement, à l'époque, d'idée pour savoir ce qui allait la remplacer. D'autant plus que la TP est la base du financement des collectivités territoriales que l'on doit par ailleurs réformer. Pour faire simple, au mitant de l'année 2009, les élus locaux ne savaient pas de quoi seraient faits leurs compétences et leurs financements. Notons, de plus, que les charges des collectivités ne cessent de s'alourdir du fait du désengagement de l'État sans contrepartie et de la crise économique et sociale qui fait reposer sur les départements et les communes la majeure partie de l'effort en matière d'aides sociales.

Un nouveau système doit voir le jour en 2011 et pour 2010 l'État compensera. Compensera ? Avec quoi ? Et puis, n'est-ce pas un formidable recul de la décentralisation ? Quid de la pérennisation des ressources ? Quid des taxes de remplacement ? Quid du transfert de charges vers les entreprises de services ? Tant de questions...

Sur le recul de la re-féodalisation, pardon de la décentralisation, je ne suis pas sûr que mes larmes seront très crédibles. Pour autant, ce principe existe et l'une de ses premières conditions, c'est l'autonomie des ressources. Second principe, que les entreprises aient un lien avec les territoires qui les accueillent. Certaines populations vont illico demander que des industries polluantes ou dangereuses aillent se faire voir ailleurs, étant donné qu'elles ne leur offriront plus aucun avantage en matière de participation à l'effort commun.

Quant à la compensation, la triste figure des finances publiques ne devrait pas, en principe, permettre une telle fantaisie, l'année 2010 était déjà prévue difficile et les besoins en voie d'explosion. Pour 2011, une nouvelle taxe apparaît, assise, cette fois, plutôt sur la valeur ajoutée, ce que nous réclamons depuis longtemps. Le nouveau système n'était prévu que pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à un demi-

million d'euros. Ce qui fait échapper à l'impôt les trois quarts des entreprises et surtout prive les communes rurales de leurs ressources. Première erreur et le Sénat, sagement, a introduit une cotisation générale de 250 euros au moins.

Les industriels et les dirigeants du BTP se réjouissent et ils ont raison, ce sont eux les grands bénéficiaires. Pourtant, par principe, si le système nouveau ne doit rien changer pour les collectivités locales, il faudra bien que certains paient plus pour ceux qui paient moins. Logique.

Deux voies possibles. La première est de taxer plus fermement les services qui vont être perdants, les banques, les assurances, services financiers, etc. Même si un dispositif de lissage est prévu mais jusqu'en 2013 seulement, après... Pour certains d'entre eux, notamment le secteur du travail temporaire très touché par la crise, la taxation devrait au moins quintupler. Deuxième voie, faire payer les ménages et c'est probablement ce qui arrivera. Sarkozy se moque des élus locaux qu'il méprise allègrement. Le mic-mac fiscal vise toujours à protéger plus les forts et à taper sans vergogne sur les moyens.

Réforme bâclée qui soulève des tollés partout. Mais, comme rien n'est jamais définitif avec ce gouvernement, il convient d'attendre au moins la prochaine foudrue du « Prétendu ».

Charles GUÉMÉNÉ

Climat de guerre

Le réchauffement climatique engendre des conséquences politiques et économiques. Les premières l'emporteront mais cela ne sera pas à Copenhague.

En 1921 Jacques Bainville (1) écrivait : « *On peut soutenir que le peuple allemand, en 1914, s'est décidé à la guerre parce que le sol qu'il occupait ne suffisait pas à nourrir 68 millions d'habitants... Mais si l'Empire allemand n'avait pas eu tels et tels antécédents historiques, telle et telle structure, si l'équilibre des forces en Europe eût été différent, les alliances autrement agencées, si l'Angleterre se fût engagée tout de suite et sans hésitation à intervenir, alors le prix de la viande à Berlin n'eût pas été un motif suffisant pour que l'Allemagne courût le risque de guerre* ».

Ce rappel historique est salutaire à la veille de la conférence de Copenhague sur le climat que l'on a comparée à celle de Versailles ou de Yalta pour les deux premières guerres mondiales. Est-ce une conférence de paix et à quelle guerre est-elle supposée mettre un terme ? La guerre du climat.

Où a-t-elle eu lieu ? Au Rwanda, dont le sol ne pouvait nourrir dix millions de bouches ; au Darfour, dont la désertification a jeté sur les routes des milliers de paysans ; virtuellement dans le nord-ouest polaire dégagé par la fonte de la banquise ; à l'inverse c'est le tsunami qui a pacifié la presqu'île d'Aceh en Indonésie et affaibli la rébellion tamoule du Sri Lanka suffisamment pour qu'elle soit vaincue.

Loin de nous l'idée de nier les effets du changement

climatique. Mais avouons que c'est faire bon marché des responsabilités humaines, des structures de pouvoir, des équilibres internationaux. Cette négation du politique est au cœur de l'erreur écologique. Dans une situation analogue, deux sociétés différemment organisées réagiront à l'opposé l'une de l'autre.

Les guerres du climat (2) ressuscitent sous de nouveaux masques la théorie de l'espace vital (*Lebensraum*), ainsi que l'eugénisme, sous le couvert d'un nouveau malthusianisme (qui n'avoue pas sa nature discriminatoire entre pauvres et riches, blancs et bronzés). Il est donc naturel qu'elles paraissent préfigurer de nouveaux génocides. Si l'on raisonne à nouveau en termes d'espaces, voire de Terre, vocable ambigu, on tombe rapidement dans la notion de race, y compris de race humaine, notion tout autant raciale au singulier qu'au pluriel.

La logique de la paix climatique est claire : l'on nous donne pour idéal pacifique la Norvège ou la Suisse. Petits pays auxquels peut s'appliquer la démocratie à la Rousseau, ils sont aussi les plus riches et peuvent donc se permettre des sociétés-providence hors de portée de tous les autres. La patrie du prix Nobel accumule les surplus pétroliers dans un fonds souverain au profit des générations (de Norvégiens) à venir (peu nombreux) alors que les autres grands de l'Europe empilent les dettes. La Nouvelle droite, rappelons-le, n'avaient d'yeux dans les années 70/80 que pour la Suisse.

Elle s'est révélée prophète si l'on en juge par le dernier référendum sur les minarets.

Entre le Soudan et le cercle polaire, il doit bien y avoir, même avec le réchauffement climatique, un juste milieu, un pays tempéré ? Entre guerres chaudes et paix froide, y a-t-il un espace pour le politique ? Les laudateurs de la conférence de Copenhague la vantent comme la première expérience de gouvernance mondiale. La réalité est qu'elle demeure une réunion intergouvernementale d'États-nations pour le meilleur et pour le pire. La diversité des réponses n'est pas la marque d'un chaos irresponsable mais le reflet d'un monde organisé. L'inverse serait le gouvernement scientifique du monde qui aboutirait à décider qui doit vivre et qui doit mourir, sous prétexte de probabilité. Le savant peut prédire qui va mourir et qui va vivre – avec une certaine marge d'erreur, comme le médecin. Il ne lui revient certainement pas de dire le droit, de fixer la norme.

Les guerres du XXI^e siècle ne seront pas plus déterminées par le climat que celles du XX^e ou du XIV^e siècle. Elles seront le fait des chancelleries, des alliances et des équilibres. Dépêchons-nous d'oublier Copenhague et revenons aux problèmes stratégiques du moment.

Yves LA MARCK

■ (1) dont *Les conséquences politiques de la paix* font pendant aux *Conséquences économiques de la paix* de Keynes. Les deux textes réunis en un seul volume collection Tel, Gallimard, [Achat immédiat](#) | prix franco : 17 €.

■ (2) Harald Welzer, « *Les guerres du climat, pourquoi on tue au XXI^e siècle* », Gallimard, prix franco : 25,50 €. [Achat immédiat](#) |

BRÈVES

◆ **BELGIQUE** – Le prince Alexandre de Belgique, demi-frère du roi Albert II, est décédé brutalement d'une embolie pulmonaire foudroyante. Fils du deuxième mariage du roi Léopold III, il était né pendant la Seconde Guerre mondiale peu de temps avant que la Famille royale ne soit déportée en Allemagne par les nazis. Prince d'une rare discrétion, il s'était consacré à des causes humanitaires au travers du Fonds d'entraide qu'il avait créé : lutte contre le sida, contre le cancer, assistance aux personnes handicapées, aide aux enfants dans les hôpitaux, combat contre la maladie d'Alzheimer, lutte contre la toxicomanie. Parallèlement il s'était fait l'avocat de la sauvegarde du domaine royal d'Argenteuil (ou s'était retiré le roi Léopold après son abdication) et de la création d'un Mémorial qui y aurait perpétué le souvenir de ses parents.

◆ **ESPAGNE** – Le trente-et-unième anniversaire de l'adoption de la Constitution de 1978 a été pour le quotidien *El País* l'occasion de publier un sondage de *Metroscopia*. Selon celui-ci une majorité des Espagnols estiment qu'il faudrait y apporter des modifications portant entre autres sur la réglementation de l'usage des langues régionales, le droit de vote pour les immigrés, l'élimination de la mention d'une situation privilégiée pour l'Eglise catholique, l'abolition totale de la peine de mort. En revanche seuls 25 % des sondés se déclarent pour l'instauration d'une République et 66 % estiment que la monarchie parlementaire est le meilleur régime pour l'Espagne.

◆ **DANEMARK** – Son déplacement avait été tenu secret et ce n'est qu'après son retour que l'on a appris que la princesse Mary, épouse du prince héritier Frederik de Danemark, s'était rendue en Afghanistan en visite auprès des 750 militaires danois de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) de l'Otan. Vingt-huit soldats danois sont morts depuis le début de l'engagement danois faisant du Danemark le pays qui a enregistré le plus de pertes proportionnellement au nombre de ses militaires engagés au sein de l'Isaf. Au cours de son déplacement la princesse s'est rendue également à Kandahar pour visiter l'hôpital de campagne où travaille du personnel danois.

◆ **GRANDE BRETAGNE** – Contrairement à ce qu'avait annoncé le Premier ministre britannique Gordon Brown, la question de la modification de la loi de succession royale n'a pas été abordée lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Trinidad. Rappelons que ce projet a pour but de permettre aux filles d'avoir les mêmes droits que les garçons dans la succession au trône et également d'autoriser dans la famille royale les mariages avec des catholiques. Ces modifications constitutionnelles doivent être répercutées dans les Constitutions des quinze autres royaumes reconnaissant la reine Élisabeth comme chef d'État. Le Premier ministre de la Nouvelle Zélande, John Key, a déclaré qu'il était favorable à ce projet.

Un prince français

A

l'occasion de la publication de son livre, *Un prince français*, Jean d'Orléans, duc de Vendôme, a bien voulu s'entretenir avec Alain Solari, président du Comité directeur de la Nouvelle Action royaliste. Sur la politique étrangère de la France, la Défense nationale, la construction européenne et les institutions de la V^e République, nous remercions le prince Jean pour les réponses qu'il nous a données.

■ **Royaliste : Monseigneur, vous écrivez que votre grand-père, le comte de Paris, vous a « transmis l'amour de la France et le sens des responsabilités qui sont les vôtres ». Comment cette transmission s'est-elle effectuée ?**

Jean de France : Un peu avant le millénaire capétien, nous avons commencé à nous voir. Au cours des dix années suivantes, nous avons eu des rencontres régulières, effectué des déplacements. Cela me permettait de former ma réflexion politique. Il avait un sens politique remarquable et parvenait toujours, d'une part à prendre de la hauteur, d'autre part à exercer son jugement avec beaucoup de liberté. De là sont nées deux idées auxquelles je suis fortement attaché : prendre du recul et garder une indépendance d'esprit. Il avait une haute vision de ce qu'il fallait faire, pour lui et pour les autres. Il était frappant de voir à quel point il était important pour le chef de la Maison de France d'être présent dans le paysage public, d'avoir un lien fort avec le pays comme avec le pouvoir. Nous parlions beaucoup de politique. Les moments d'échanges personnels existaient, mais ils étaient plus rares. De

mon côté, j'ai essayé de rester moi-même, tout en tirant les enseignements de son action.

■ **Royaliste : De votre ouvrage, se dégage également un grand intérêt pour la francophonie...**

Jean de France : La France a perdu cela de vue, parce que nous avons perdu le projet politique et la connaissance de nos racines. Nous ne savons plus quels sont nos atouts. Il me semble que la langue française est un atout fort, qu'elle est l'expression d'un état d'esprit. Nous devrions nous appuyer davantage là-dessus. Beaucoup de pays du Proche-Orient et du Moyen-Orient commencent à se tourner vers la France comme alternative au monde anglo-saxon qui mise sur l'économie. Par la langue, on accède à autre chose, à sa propre histoire, dans un monde où l'on est dans l'immédiat. Je crois beaucoup à la présence des Français dans le monde. Nous apportons autre chose, une langue de clarté, de culture. Les mouvements de massification favorisent peut-être le développement de l'anglais, mais ce serait dommage que le français reste cantonné à une certaine élite. En Roumanie, où la princesse Margarita m'avait demandé de re-

mettre le prix de sa Fondation, j'ai remarqué que la jeune génération ne parle pas le français. L'ancienne génération s'exprimait encore en très bon français parce que c'était la langue de la liberté. La culture française était considérée comme la culture de la liberté. Nous n'avons pas suffisamment cultivé cette idée-là.

■ **Royaliste : Ce qui nous amène au rôle de la France dans le monde que vous évoquez longuement. Comment la France peut-elle conserver un rôle qui ne soit pas seulement celui d'une puissance moyenne ?**

Jean de France : Il me semble, qu'en dehors de la question de la liberté, il y a un certain nombre d'autres fondamentaux qui lui sont propres. La question de la justice, par exemple, fait référence au pouvoir royal et à sa capacité d'arbitrage. C'est la capacité de porter un jugement au-delà de l'esprit partisan. Ce sont peut-être des idées comme celle-là qui peuvent nous différencier. Nous voulons être présents partout et sur tous les plans. Si nous arrivions à défendre quelques idées, nous pourrions en devenir les champions. Le Français est engagé, il est généreux. Ne fau-

drat-il pas se repositionner sur deux ou trois thématiques sans se disperser ? Actuellement, il n'existe pas de projets fondamentaux, pas de vision.

■ **Royaliste : Dans votre livre, vous dites clairement qu'il faut savoir faire les sacrifices nécessaires pour avoir une défense digne de ce nom. Pensez-vous que l'effort soit actuellement suffisant ?**

Jean de France : Cette question nous ramène toujours au problème essentiel : voulons-nous mettre en place les moyens de notre indépendance ? Un pays qui est capable de se défendre est capable de défendre ses intérêts. Avec l'arme nucléaire, nous avons la chance extraordinaire d'assurer notre indépendance militaire. Pour jouer un rôle plus important, peut-être avons-nous besoin de nous associer à d'autres pays, mais je suis toujours sidéré de notre propension à favoriser des projets communs où nous laissons tomber notre spécificité. Nous avons la chance d'avoir une tradition militaire d'engagement, de technicité, de moyens humains. Sans doute faut-il réadapter sans cesse les moyens aux exigences modernes. Mais cela suppose un effort constant. Nous Français, avons trop tendance à défendre le projet commun pour le projet commun, l'Europe pour l'Europe, alors que les autres la défendent pour eux-mêmes. Nous devrions recentrer nos objectifs.

■ **Royaliste : À propos de la construction européenne,**

vous semblez très critique sur la façon dont elle fonctionne...

Jean de France : On a voulu bâtir une Europe des règlements, mettre tout le monde au même diapason. Nous en sommes venus à une structure qui *formate*, alors que l'Union européenne devrait mettre en place les conditions de la réussite. Ce n'est pas ce qui se passe. On a plaqué sur une réalité mouvante des structures idéologiques éloignées de la réalité. Et lorsque les populations peuvent s'exprimer, on fait en sorte de les ignorer. C'est dommage. Les pays européens sont devenus des puissances moyennes. Certains arrivent à jouer un rôle parce qu'ils ont un projet politique et qu'ils sont parvenus à faire les réformes nécessaires sur les questions structurelles. Nous Français, devrions trouver les quelques *fondamentaux* qui nous permettraient de nous positionner sur des thèmes qui nous sont propres.

■ Royaliste : Comment voyez-vous l'évolution de nos institutions auxquelles vous consacrez de longues pages ?

Jean de France : Les forces vives qui font marcher notre pays ont besoin d'avoir une visibilité sur le long terme pour engager des réformes. Nous avons besoin de durée, de prendre de la hauteur et de faire prévaloir l'intérêt général sur les égoïsmes et les intérêts particuliers. Aujourd'hui, les Français se désintéressent de plus en plus de la course effrénée des politiques. On le voit avec les abstentions. Les hommes politiques se font élire sur des projets fondamentaux mais, une fois en place, ils sont dans le jeu de l'élection. Il faudrait redonner un peu de *longueur* aux institutions, sinon nous ne parviendrons pas à travailler sur des réformes de fond. Je pense que le quinquennat a aggravé les choses, parce que la Présidence s'est mise au même rythme que le Parlement. Le septennat était davantage adapté à une vraie politique de projets. Il faut redonner du temps au temps. Pourquoi ne pas envisager la concomitance de cette durée et d'une alternance possible ? D'un niveau qui s'occupe de la France et de l'intérêt général, des projets à long terme, et d'un autre qui intègre dans cette vision générale des échéances plus courtes ?

■ Royaliste : Vous écrivez : « la monarchie, c'est un prince dont l'arbitrage est admis par tous, n'étant l'homme d'aucun camp ». Dans quels domaines pourrait s'exercer cet arbitrage ?

Jean de France : Dans ce que l'on appelle les pouvoirs régaliens. Ce sont les chapitres qui constituent la fin du livre. L'arbitrage pourrait s'exercer sur la question de la justice, de l'indépendance, de la politique étrangère, de la défense, des grands changements institutionnels... et peut-être sur quelques projets de société ou à propos de certains affrontements sociaux. Pensons à ce qu'a fait le roi d'Espagne lorsque l'ETA a perpétré ses attentats. Là, il ne s'agit pas de l'arbitrage en tant que tel, mais il s'est montré capable d'être le représentant de tous les Espagnols. Certains sujets où il faut trancher - par exemple l'engagement ou non dans la guerre d'Irak - sont des domaines où le prince est capable, sans parti pris, de pouvoir engager la France dans une direction.

Aujourd'hui, qu'est-ce qui légitime un prince ? Pour mon grand-père, cela a été son action politique tout au long de sa vie. Certains, dans la famille de France, ont servi à travers l'engagement militaire. J'ai réalisé un engagement d'écoute et de compréhension à travers les déplacements et les rencontres que j'ai faits en France et à travers l'association *Gens de France* que j'ai créée. Aujourd'hui, mon livre peut être interprété comme un manifeste. L'engagement d'action va se déterminer dans les années qui viennent.

■ Royaliste : Je vous cite : « je veux m'impliquer concrètement dans la vie du pays ». Comment pensez-vous le faire ? Avec qui ? Avec quels moyens ?

Jean de France : Aujourd'hui, la Famille de France a un déficit d'image. Les gens ne nous connaissent pas assez. Mon mariage a peut-être été l'occasion de donner une image un peu plus large. Les déplacements que j'ai faits en France et à l'étranger ces dix dernières années m'ont permis d'informer les élus et de nombreux décideurs sur ce que je suis, ce qu'est la Famille de France. Mais c'est insuffisant. Aujourd'hui, il faut accéder aux grands médias pour accéder au



public. La connaissance de la Famille de France peut s'appuyer sur la réflexion au niveau du débat public. Je dois encore affiner ma réflexion et mon message. Je pense qu'un prince peut être visible sur un engagement. À travers la Fondation Saint-Louis et la Fondation Condé, mon grand-père avait réalisé deux engagements : l'un culturel, l'autre social. À travers ce livre, j'ai voulu exprimer un certain nombre d'idées auxquelles je suis attaché et porter un regard à la fois amical et critique sur notre pays. Cela va me servir de base pour voir quels sont les axes à privilégier, quel engagement je peux prendre, sachant que je n'ai pas les moyens de mon grand-père. Mon activité professionnelle me donne à la fois une crédibilité par rapport aux Français d'aujourd'hui et une indépendance.

■ Royaliste : Vous évoquez l'Académie de Juillet, présidée par votre frère Eudes. Pouvez-vous nous en dire davantage à ce sujet ?

Jean de France : Il s'agit d'une période assez semblable à la nôtre. Du fait de la Révolution, nous avons encore deux France qui s'affrontent : une France libérale et une France sociale. Je pense que notre pays a besoin de se réconcilier avec lui-même pour pouvoir relever les défis qui se présentent. Louis-Philippe, par sa vision, son engagement et son régime, a cherché à réconcilier les Français. L'année prochaine, nous allons commémorer les quatre cents ans de la mort d'Henri IV. Ce roi a voulu lui aussi réconcilier deux France. Avec Louis-Philippe, il s'agissait d'une France de la Révolution et d'une France de la monarchie. Avec Henri IV, c'était une France catholique et une France protestante. Je pense que la France est monarchiste de cœur et républicaine de raison, et j'aimerais pouvoir concilier les deux. L'*Académie de Juillet* peut être un vecteur de réflexion.

**Propos recueillis par
Alain SOLARI**



Jean de France
Un prince
français

Prix franco 21 €

Achat immédiat

Rien

Rien sur rien. Ce qu'ils écrivent est insignifiant, grotesque, odieux parfois. Un de leur valet disait, il y a vingt ans déjà, que leur production éditoriale était inversement proportionnelle à la densité de leur réflexion. Depuis, leur nombre s'est accru, au point qu'on peut les rassembler dans une même tribu parisienne.

Quatre auteurs, qui ont eu le courage de scruter leur logorrhée et d'y faire des prélèvements, les nomment « *éditocrates* » (1). C'est qu'ils ont le pouvoir de faire régulièrement publier leurs vaticinations.

Bien sûr, on trouve dans ce groupe redoutable (par sa capacité d'effacement de l'adversaire) les incontournables Bernard-Henry Lévy et Alain Duhamel. Mais il ne faut pas manquer ces gloires du second rayon que sont Christophe Barbier, Laurent Joffrin, Ivan Rioufol, Nicolas Baverez – adeptes mous de l'ultra-libéralisme dur.

Tous doivent haïr les insolents qui soulignent, citations à l'appui, leur nullité intellectuelle et leur veulerie politique. Ils ont tort. Dans un demi-siècle, les historiens qui voudront sonder l'insondable bête de nos chiens de garde médiatiques ne perdront pas leur temps à consulter leurs ouvrages débiles : ce sont les *Éditocrates* qu'ils consulteront.

Jacques BLANGY

(1) Mona Chollet, Olivier Cyran, Sébastien Fontenelle, Mathias Raymond, « *Les Éditocrates, ou comment parler de (presque) tout en racontant (vraiment) n'importe quoi* », La Découverte, 2009, prix franco : 14 €.

 Achat immédiat

Bamboches patriotiques...

Cette enquête historique sur les fêtes nationales françaises ouvre autant de volets qu'il y eut de changements de régimes entre nous et la Révolution. Résumer ce parcours d'une abondance et d'une précision encyclopédique risquerait de gâcher la description quasi clinique de l'historien.

On ne peut adresser qu'un reproche à l'auteur, inhérent aux deux siècles traités : il n'offre aucun élément de comparaison, même avec les dernières décennies d'Ancien régime, et laisse le lecteur sans référence quant à la pratique de la fête sociale face au syndrome post-révolutionnaire ou hystérie festive d'un pays qui ne cesse de retailler ses habits de liesse aux mensurations changeantes de ses régimes et de ses gouvernants. Ce que cette instabilité d'humeur et d'esthétique cache de permanence et de stabilité n'est évoqué qu'au sujet de la thématique du 14 juillet, qui paraît cheminer intacte sous les masques et bergamasques des Empires, de la Restauration, et des républicains bourgeoises...

Un tel staccato de mutations n'est pas fait pour encourager le débat sur l'identité française auquel convie l'actuel président. Car les mises en scène spectaculaires du pays par ses dirigeants, au lieu de projeter une image qu'on puisse épouser et proposer aux nouveaux arrivants, dressent plutôt l'étiologie d'un narcissisme national en proie à d'incessantes et cruelles manipulations.

Certes, on parlera d'éducation, voire d'édi-

fication, la religion républicaine naturiste supplantant les cycles liturgiques du catholicisme. L'Empire donnera corps au patriotisme cordier et césarien en militarisant le 14 juillet et obligeant l'Europe entière à fêter l'anniversaire du couronnement de sa Majesté. Puis la Restauration tentera d'estomper la trace de ces bouleversements par des cérémonies d'expiations et d'hommages dont la dévotion mortifiante tranche radicalement avec ce que l'on sait des réjouissances carnavalesques de l'ancien royaume. Louis-Philippe n'eut pas le temps de réussir l'amalgame entre agapes monarchiques, dévotions ecclésiastiques et fastes républicains entre les plis du drapeau tricolore. Le second Napoléon tenta de refondre le tout sous sa *république impériale*, qui fit passer le 14 juillet au 15 août et couvrit d'airs d'Offenbach les voix trop discordantes. Puis commença le cycle long de fêtes nationales en superproductions de plus en plus militantes, faites pour *identifier définitivement la France à la République* en excluant tout autre référence sinon, comme en décor, les restes du vieil héritage.

Cette confusion mâtinée d'élisions persiste jusqu'à nos jours. En dehors des anniver-

saires d'armistices - 11 novembre - dont la légitimité paraît incontestable, que commémorer pour projeter de soi une image flatteuse ? L'actuel président cède à une inflation *jubilatoire* (sans les jours fériés correspondants) qui envahit jusqu'aux écoles, sous prétexte de pallier la désaffection ou les irrévérances à l'égard des emblèmes - hymne et drapeau - brandis par patriotisme électoral.

Au moment où l'on passe les Français à la question sur leur **identité nationale**, ce panorama apporte une distance salutaire. De quelle identité se prévaloir quand il est démontré qu'à chaque nouvel affichage auquel l'État procède depuis la Révolution, il ne fait que se tendre un miroir idéologique ? La réponse est ailleurs et plus profond.

Finalement, la fonction anesthésiante de ce genre de bamboche, en thérapie sociale, s'accommode assez mal du calendrier symbolique des dates tirées de l'histoire. Elle se laisserait plutôt maintenant détourner par l'hédonisme mercantile vers un *showbiz* (Johnny Hallyday, Enrico Macias...) que les puissants nous payent pour s'auréoler de gloire. En quoi ces distractions rejoignent un peu les menus plaisirs que le roi et les grands donnaient à partager au peuple en leur temps - à cette différence près qu'ils n'étaient pas l'outil de leur réélection...

Luc de GOUSTINE

 Rémi Dalisson - « *Célébrer la nation. Les fêtes nationales en France de 1789 à nos jours* », p r i x franco : 26 €.

 Achat immédiat

Le défi de Benny Lévy

J e n'ai rencontré qu'une fois Benny Lévy. Il s'appelait encore Pierre Victor et s'était joint à un hommage à Maurice Clavel, à la demande de Philippe Nemo. Je reverrai toujours dans ce studio de France Culture cet homme jeune encore, dont l'effacement m'avait frappé. On aurait attendu quelque véhémence de la part du chef charismatique de l'ancienne Gauche prolétarienne. Mais son énergie était toute d'intériorité. Il en était arrivé à une autre étape de son existence, où la réflexion la plus intense l'amenait à un retour sur soi, loin de la stratégie révolutionnaire qu'il avait menée pour mettre le feu au monde. C'est vrai qu'il avait toujours cru à la force des textes. Mais il n'était plus à mettre en fiche les trente-six tomes des œuvres complètes de Lénine. Il se concentrait désormais sur le *Livre* par excellence, où il découvrirait ce que sa naissance dans une famille juive d'Égypte aurait dû lui offrir. Mais juif déjudaïsé comme beaucoup, il avait fait le détour presque inévitable par la Révolution jusqu'au jour où l'évidence de sa judaïté s'imposa à lui d'une façon irréversible. Il pourra faire plus tard le bilan en une formule saisissante, se définissant comme « *un enfant juif kidnappé par les nations, élevé par elles, totalement ignorant.* » Quel aveu ! Quel retournement !

Rémi Soulié, élève et continuateur de Pierre Boutang, ne pouvait qu'être fasciné par le cas Benny Lévy, auquel il consacre un essai d'une densité extrême, ne laissant aucune chance aux gloses amollissantes et aux étonnements incompréhensifs (1). Ce qui l'intéresse, c'est l'homme qui termine prématurément sa vie à Jérusalem où il a trouvé le seul lieu possible hors monde, pour étudier. Peu lui chaut que l'on insulte ou méprise celui que Badiou traite de *rabbín sectaire*. C'est l'absolu à son degré de plus haute tension qui l'interroge, lui qui se moque éperdument des opinions vagues de ses contemporains. Une fraternité directe l'engage à se confronter avec celui qui a déclaré la guerre à la *doxa*, au point de prôner l'*étrangéisation de l'intellect*, c'est-à-dire le plus âpre des combats contre le panurgisme bien-pensant. Voilà qui demande en marge de l'essai, quelques précisions qui rejoignent d'ailleurs ce que Jean Birnbaum a montré dans le destin des *Maocci-dents* (2), mais en creusant encore dans une direction particulière, qui est celle des retrouvailles avec le judaïsme. J'ai déjà dit comment Pierre Boutang s'était trouvé présent au moment crucial du retournement, en y apportant la puissance de sa conviction et de son exceptionnelle intelligence. Mais il me faut encore ajouter un mot, utile au dossier.

Lorsque parurent dans *Le Nouvel Observateur* les entretiens de Sartre avec son secrétaire, Boutang en fut presque scandalisé. Non que le contenu lui déplût, bien au contraire. Mais il s'interrogeait sur la nature du désaveu que Sartre s'infligeait à lui-même. Cette conversion était-elle entachée d'opportunisme ? Il faut se souvenir que Boutang était aussi l'auteur d'un essai sans concession dont le titre à lui seul - *Sartre est-il possédé ?* - montre à quel point l'opposition intellectuelle était frontale avec le directeur des *Temps modernes*. Il paraissait presque impossible de reconnaître pareille volte-face. Je l'admettais pour ma part, convaincu qu'il s'était passé quelque chose de singulier avec ce personnage

atypique qu'était Pierre Victor. Incroyable paradoxe qu'imposait la démarche qui mettait Sartre et Boutang dans une proximité intellectuelle improbable. C'était bien le signe d'un changement d'époque, auquel la plupart ne comprenaient rien. Ils ne savaient pas que Levinas s'était félicité que l'auteur de l'*Ontologie du secret* lui succédât à la chaire de métaphysique de la Sorbonne, alors même que Jacques Derrida prenait la tête d'une cabale pour s'opposer à l'arrivée du *maurassien*. Décidément, il n'y avait plus rien à comprendre. Comment aurait-on pu deviner que Boutang, lecteur de la Bible, proche depuis toujours de la pensée de Martin Buber, allait se retrouver naturellement plus proche de l'ancien chef de la Gauche prolétarienne que tous les représentants patentés du gauchisme intellectuel ! J'avais pu observer dans le studio de France Culture avec quelle sympathie les deux hommes s'étaient reconnus... C'est dire que l'essai que publie Rémi Soulié ne constitue nullement un ovni dans un ciel interdit. Il s'inscrit dans un renouvellement radical des problématiques amorcé à la suite de 1968 et qui est infiniment plus intéressant que toutes les logorrhées libertaires qu'on continue à déverser à chaque anniversaire.

Mais cette révolution silencieuse ne signifie nullement qu'un Rémi Soulié, continuateur du courant boutangien, se retrouve complètement et simplement à l'aise dans la yeshiva de Benny Lévy. Il y a tout de même un désaccord de taille entre le juif religieux et celui qui déclare d'emblée : « *J'appartiens (du moins, je l'espère) à la sainte Église catholique, apostolique et romaine et, comme la mère du pauvre pêcheur François Villon dans cet admirable poème que nous récitons à Collobrières avec mon maître Pierre Boutang, en cette foi je veux vivre et mourir.* » Il ne s'agit nullement de s'engager dans on ne sait quel bricolage politico-religieux au nom d'un judéo-christianisme mal compris. D'ailleurs, Benny Lévy se dresse avec ses charges redoutables, qui reprennent un contentieux bimillénaire, sévèrement réactualisé. L'interminable procès fait à Paul de Tarse se poursuit :

« *Saint Paul pulvérise les quatre différences bibliques irréductibles selon la tradition rabbinique – masculin, féminin ; lettre, esprit ; Israël, nations ; créateur, créatures – préparant la voie, Jean-Baptiste qui s'ignore, au déferlement de la vague – nihiliste – qui sourd de l'océan sans fond de la dissemblance : la spiritualisation prélude à la symbolisation, à l'universalité du quelconque ou extensive (apostolique) – vide -, et préside au retour du paganisme (l'Incarnation du Médiateur abolissant la transcendance). etc. etc..* »

C'est dire combien l'explication est sérieuse. Elle n'en reste pas moins presque tendre, l'opposition se situant dans un champ commun, où les thèses appellent leurs antithèses pour déboucher éventuellement sur des hypothèses fécondes, qui sans être directement conciliatrices, sont significatives d'une solidarité de fond. Une solidarité qui n'abolit nullement les dissemblances, mais permet de mieux comprendre pourquoi on est à la fois profondément d'accord et profondément en désaccord. L'opposition commune au nihilisme et à ce qu'il y a de plus pernicieux dans la *doxa* contemporaine s'affirme, et ainsi les équivoques sont levées. Il ne s'agit nullement de se retrouver sur un *universel facile*. Certains défis anthropologiques ressortent mieux, et peut-être aussi certaines apories politiques. Aucun barrage, toutefois, ne saurait nous détourner d'une réflexion qui est au cœur même de notre situation et de notre condition d'héritiers en ce siècle.

■ (1) Rémi Soulié - « *Avec Benny Lévy* », Cerf, [Achat immédiat](#) | prix franco : 18 €.

(2) Jean Birnbaum - « *Les Maocci-dents* », Stock, prix franco 12,50 €. Voir *Royaliste* n° 954, page 9. [Achat immédiat](#) |

par Gérard Leclerc



La loi, le roi

Cest une ode à la monarchie constitutionnelle que l'exposition des Archives nationales, *La Révolution à la poursuite du crime !* (1), nous offre.

On y découvre l'activité des tribunaux ordinaires chargés d'appliquer, entre 1790 et 1792, le premier Code français et de garantir ainsi les droits des citoyens contre toute arrestation, condamnation ou détention arbitraire, en application des principes de la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen de 1789 et de la première Constitution écrite du pays, que le roi vient d'approuver.

D'avantage que la période sombre de la Terreur ce sont donc bien les belles années de la Révolution française qui nous sont rappelées, de même que le quotidien d'une ville de plus de six cent mille âmes en proie à la fièvre révolutionnaire. De simples objets, passés à la postérité par leur statut de pièces à conviction, font revivre devant nous l'éphémère de gestes ou métiers oubliés, de même qu'acteurs et témoins des événements.

Sur le parvis de Notre-Dame, deux mendiants extorquent une aumône. Quai du Louvre, un soldat frappe d'une bouteille une aubergiste qui ne survit pas. Place de la Révolution, une bande de malfaiteurs pille les biens nationaux. C'est à cette époque que le bourreau Sanson signe le premier procès verbal d'une exécution à la guillotine.

Eugène MEUTHELET

(1) Aux Archives nationales, jusqu'au 15 février. À voir aussi : *La Révolution française. Trésors cachés du musée Carnavalet*, jusqu'au 3 janvier.

Les écrivains et la politique

C'est sous un angle nouveau que Stéphane Giocanti aborde les relations entre la littérature ou, plus exactement, les écrivains des deux derniers siècles - de Victor Hugo à Richard Millet - et la politique.

Des relations qu'on ne saurait éluder pour la France tant la littérature vit, depuis la Révolution, son statut se modifier au travers de ses rapports au pouvoir et à l'argent, jusqu'à ce phénomène, qui pesa sur tout le XX^e siècle, de l'intellectuel, surgi avec l'Affaire Dreyfus mais en germe depuis les Lumières. Dès lors, intellectuel, parce que trop marqué, ne pouvait dans l'ouvrage remplacer écrivain.

L'approche de Giocanti n'a rien de linéaire. Elle est thématique, plutôt, mais à condition de conserver à ce terme toute sa dynamique. Refusant la chronologie, même si l'ouvrage s'ouvre sur les deux archétypes Hugo - Zola qui résument un certain XIX^e siècle, la démarche, plurielle, vise, derrière l'idéologie, du reste « souvent contradictoire, partielle et évolutive », à décrypter l'attitude, souvent complexe. Car c'est par l'attitude que sont révélés « les parentés les plus flagrantes », les différences et les « contrastes les plus nets ». Le mérite de l'auteur est en effet de montrer qu'on ne saurait réduire la seconde à la première, telle attitude à telle idéologie, contrairement à l'idée commune que l'engagement, au bon moment, du bon côté, a voulu imposer au sortir de la Seconde Guerre mondiale - il suffit de penser au plus emblématique des écrivains engagés, Sartre, et à son concept, celui de *salaud*, qui, paradoxalement, ne le laisse pas indemne.

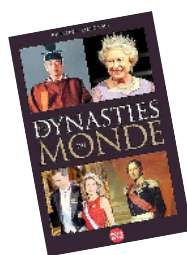
Non qu'on ne puisse déterminer ici ou là des cohérences, voire des pesanteurs idéologiques : ainsi celles des écrivains communistes, qui « apportent un élément nouveau dans le rapport que la littérature a toujours entretenu, selon des lois très variables, avec l'idéologique. Ils placent explicitement l'intention idéologique avant la littérature », inventant « une esthétique socialiste de la littérature », tandis que « la droite ne possède pas de mot d'ordre esthétique : quoi de plus différent de la poétique d'un Léon Daudet que celle d'un Roger Nimier, d'un Jacques Laurent, d'un Dominique de Roux ? Quoi de plus différent d'un roman de Michel Déon qu'un roman de Pierre Boutang ? » C'est ainsi que le phénomène des Hussards, qui ne fut jamais un mouvement, apparaît plus comme le contraire de l'Engagement que comme un engagement contraire - ce qui ne retire rien aux engagements déterminés de ces écrivains, notamment en faveur de l'Algérie française, mais dans la mesure même où ils refusaient la figure de l'intellectuel engagé.

Aussi, afin de mesurer la complexité de ces rapports des écrivains avec la Cité - car, au

fond, tel est l'enjeu -, Giocanti a-t-il choisi des catégories ouvertes : il ne s'agit pas pour lui d'y ranger les écrivains mais, grâce à elles, de mettre en valeur une disposition foncière, qui peut, plus encore qu'évoluer, se combiner à d'autres, ce qui permet au lecteur, que l'auteur promène avec une érudition aussi riche que légère, de percevoir des ressemblances et des dissemblances tout aussi inattendues, de remettre en cause des jugements aussi médiatiques que superficiels et, surtout, de recouvrer, entre idéologues et mystiques, fonctionnaires et schizophrènes pamphlétaires et prophètes ou vrais et faux maudits - la liste n'est pas exhaustive -, l'intégralité d'un patrimoine dont sont aujourd'hui progressivement gommés les noms des écrivains incorrects, comme, sous Staline, des photos officielles les visages des compagnons tombés en disgrâce. Tel n'est pas le moindre intérêt de cette promenade toujours surprenante dans le jardin de la littérature française des deux derniers siècles, où peu de monde manque à l'appel. Car si Giocanti ne fait pas mystère de ses préférences, son seul parti pris est de n'en avoir aucun.

Axel TISSERAND

Stéphane Giocanti - « *Une Histoire politique de la littérature* », Flammarion, 2009, 326 pages, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)



Philippe Delorme Dynasties du monde

Prix franco : 19,50 € [Achat immédiat](#)

Duc de VENDÔME

Pour faire connaître son livre aux Français, le prince Jean a entamé depuis fin octobre une série de rencontres dans les villes de France. Ainsi il s'est déjà rendu à Béziers, Senlis, Paris, Villefranche, Marseille, Versailles, Lyon, Grenoble et Bordeaux. De très nombreux médias ont rendu compte de ces déplacements.

Il reprend ces voyages en janvier selon le calendrier prévisionnel suivant :

- 13 janvier : Quimper
- 14 janvier : Nantes
- 22 janvier : Toulon
- 28 janvier : Lille

- 29 janvier : Bruxelles
- 11 février : Vichy (Hôtel Aletti, Entretien public, 16h30)
- 9 mars : Toulouse (Amphi Banques populaires occitanes, Palma, 18h30)
- 6 avril : Orléans/Fontainebleau
- 13 avril : Strasbourg/Colmar

Attention il s'agit de *prévisions* susceptibles d'être modifiées. Le site internet de *Gens de France* (<http://www.gensdefrance.com>) devrait donner tous renseignements complémentaires.

CAFÉ POLITIQUE

Sous l'égide de Philippe Labarrière et de Hervé Duval et dans les locaux de la NAR, nous vous invitons à nous retrouver le **samedi 19 décembre à partir de 17h pour participer à un café politique** avec des discussions libres et de façon informelle et amicale. Cette invitation concerne non seulement le public des Mercredis de la NAR mais aussi nos autres amis et sympathisants qui pourront ainsi mieux se connaître. Pour ceux qui le désirent, un repas dans un restaurant voisin suivra (prière de s'inscrire en téléphonant au 01.42.97.42.57).

CONGRÈS 2010

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les **17 et 18 avril 2010**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "*Néoprotectionnisme et réindustrialisation*" et, d'autre part, "*Souffrance au travail*".

et relations dans l'entreprise".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Enfin, cette année, le Congrès aura à avaliser les termes de la « Déclaration de principes » qui est appelée à remplacer la *Déclaration fondamentale* que signe chaque adhérent et à adopter les nouveaux statuts de la NAR.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 16 décembre - Directeur de recherches au CNRS, **Michel DREYFUS** est historien du mouvement ouvrier, auteur d'ouvrages sur le syndicalisme, les Assurances sociales et le communisme. Le dernier ouvrage qu'il a publié porte sur l'antisémitisme en France, que l'on croit circonscrit aux groupes d'extrême droite, tel la Ligue antisémite à la fin du XIX^e et l'Action française au siècle dernier.

CHANSONS

Le CD de chansons royalistes « *Vendée 1792-1796* » est à nouveau disponible. 72 minutes d'audition et un livret avec toutes les paroles et des notices historiques. Prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 8 €. [Achat immédiat](#)

Or il existe un « **Antisémitisme à gauche** » qui n'est pas le fait de quelques déviants mais qui est d'ordinaire peu évoqué. Michel Dreyfus montre que toutes les composantes de la gauche ont tenu des discours antisémites - soit pour dénoncer le *capitalisme juif*, soit pour fustiger sur un mode raciste des ennemis de la nation. Aussi violent que celui des nationalistes, l'antisémitisme de gauche s'estompe après l'affaire Dreyfus mais on le retrouve dans le pacifisme de l'entre-deux-guerres puis à l'ultra-gauche à la fin du siècle dernier. Cette histoire méconnue inquiète. Il faut l'étudier de près.

● Mercredis 23 et 30 décembre - Pas de réunion en raison des vacances de Noël.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

ABONNEMENT - ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées postales de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois.

Prix de chaque abonnement : 3 €.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Non à la guerre d'Obama !

Le président des États-Unis a décidé d'envoyer trente mille hommes supplémentaires en Afghanistan. Il s'agit de *finir le travail*. L'expression favorite de George W. Bush est abjecte : la guerre n'est pas un « *job* » comme un autre. Elle signifie que Barack Obama est dans la logique de son prédécesseur - celle de l'imbécillité meurtrière, couronnée de surcroît par l'attribution d'un prix Nobel de la Paix.

La guerre des Américains en Afghanistan est perdue. Le constat est vieux de trois ans. Cette guerre est perdue parce que les Américains n'ont ni compris, ni aimé l'Afghanistan. Ils agissent comme s'ils étaient partout en territoire ennemi. Ils bombardent et tirent aveuglément, provoquant la haine de la population.

Cette stratégie absurde trouve son origine dans une absurdité : détruire des groupes terroristes avec les moyens employés lors de la guerre du Viêt-Nam, au lieu de les éliminer par les actions spéciales. Or nul n'ignore que les hommes d'Al-Qaïda ne sont qu'une petite composante de l'insurrection.

La défaite des Américains n'est pas seulement due à leur bêtise militaire : elle tient au fait qu'ils n'ont pu établir en Afghanistan un gouvernement légitime. Incapable de lutter contre la corruption, soutenu par les pires seigneurs de la guerre, Hamid Karzaï a été réélu dans des conditions qui affaiblissent encore son autorité (1).

Face à l'échec politique et à la défaite militaire, le président des États-Unis tente de réagir par

l'afghanisation du conflit sous l'égide du général McChrystal. L'objectif annoncé est l'effet des échecs antérieurs : les Américains veulent confier à un pouvoir totalement discrédité la gestion (j'emploie ce mot à dessein) d'une guerre civile qui va s'élargir et s'intensifier lorsque les troupes étrangères auront quitté le pays. Dans l'immédiat, Barack Obama a placé le commandant en chef américain dans un piège : il envoie des troupes



fraîches et annonce une intensification des combats mais déclare en même temps que le mouvement de retrait aura lieu dans 18 mois. Passer à l'offensive pour battre rapidement en retraite : voilà qui va inciter les insurgés à attendre que passe le gros de l'orage et ceux qui pactisent avec le gouvernement à réviser leur position...

Comment les Américains peuvent-ils réussir en 18 mois ce qu'ils ont raté depuis leur arrivée à Kaboul en 2002 : une armée nationale dévouée à un gouvernement légitime, la *conquête des cœurs*, le ralliement des insurgés, l'élimination des terroristes – sans oublier la

destruction des bases ennemies au Pakistan ? Grâce à une conduite intelligente des opérations (selon les prescriptions des stratèges français) il faudrait plusieurs années, voire une ou deux décennies, pour obtenir au prix de combats meurtriers une relative stabilité politique et militaire. Dans 18 mois, le président des États-Unis sera confronté au choix qu'il a repoussé : partir dans l'humiliation ou s'enfoncer dans le borborygme.

La France, l'Armée française, le peuple français sont pris dans ce piège sanglant. Il ne fallait pas s'engager militairement dans ce conflit mais agir en vue d'une solution politique. Or Nicolas Sarkozy a transformé nos soldats en supplétifs des Américains dans une guerre dont il n'a discuté ni la conduite, ni les objectifs. A West Point, le 1^{er} décembre, Barack Obama a mis la France et les autres membres de l'Otan devant le fait accompli : nous sommes dans le piège, nous allons nous y enfermer plus encore en envoyant de nouvelles troupes. Il est vrai que le supposé président n'a pas encore donné de réponse ferme. Mais il n'a pas opposé le refus catégorique qu'il exprimait voici peu : il s'agit de préparer une opinion massivement hostile à l'envoi de troupes supplémentaires à une décision positive qui sera prise en janvier...

A moins que, dès le début de l'année prochaine, les partis et mouvements d'opposition appellent les Français à descendre dans la rue.

Bertrand RENOUVIN

(1) Pour une analyse complète, cf. Jean-Dominique Merchet, *Mourir pour l'Afghanistan*, (Éd. Jacob Duvernet, 2008) ainsi que les études de Michel Goya et de Jacques Sapir consultables sur mon blog www.bertrand-renouvin.fr